

# RETRAITES : ÇA RAME CHEZ LES ÉDITOCRATES !

On aurait pu croire à un revirement des médias dominants, bien obligés de relater les déboires et autres « erreurs » d'un gouvernement en perte de crédibilité, mais il n'en est rien : comme lui, ils redressent la tête, arrogants face à une mobilisation sociale qui n'en démord pas.

« Soyons clairs, la réponse du Conseil [d'État] est ultra sévère : projections financières lacunaires, un recours aux ordonnances qui fait perdre la visibilité d'ensemble, un risque d'inconstitutionnalité de plusieurs des mesures, bref, le projet en l'état est incomplet, flou, voire carrément bâclé ». Le 27 janvier, l'heure était grave au 7/9 de France Inter. Et le ton des deux matinaliers, sensiblement différent de celui qui nous berce depuis plus de deux mois !

## INFLEXION ?

Sans bégayer, Nicolas Demorand lisait l'avis du Conseil d'État au sujet du projet de réforme des retraites, secondé par Léa Salamé : « Le texte est jugé ni fait ni à faire ». Et l'intervieweuse de poursuivre face à l'invité du jour, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT : « Quand vous nous dites que l'étude d'impact

*de des aspects contestables, quand on lit l'avis du Conseil d'État, est-ce que vous ne pensez pas Laurent Berger qu'il vaudrait mieux retirer ce projet et en faire un autre ? » On croit rêver !*

Face à cette inflexion, des esprits facétieux diraient que les têtes d'affiche médiatiques sont plus sensibles aux avis des hautes institutions de l'État qu'à la mobilisation de millions de manifestants et grévistes, réclamant le retrait de la réforme depuis plus de deux mois. Une option revendiquée par l'intersyndicale depuis le 5 décembre, mais dont la grande majorité des éditocrates ne voulaient pas entendre parler jusque-là.

Chahutés par les chiens de garde de plateau, leur position était jugée « jusqu'au-boutiste » et les propositions développant « un autre projet » n'avaient quasiment nulle part droit de cité. En particulier dans la matinale de France Inter : vingt jours plus tôt, Nicolas Demorand et Léa Salamé menaient face à Philippe Martinez un interrogatoire en règle, qualifiant les propos du secrétaire général de la CGT... de « disque rayé ».

## « CE QUI NE TOURNE PAS ROND »

Est-ce à dire que les temps ont changé ? Est-ce à dire pour autant que les grands médias réservent aux mobilisations et aux propositions alternatives une place plus importante (et moins à charge) ?

Il est sûr que le camouflet du Conseil d'État – doublé des nombreuses et sérieuses critiques visant l'étude d'impact gouvernementale – pèse sur la perception que peuvent avoir les chefferies éditoriales de ce qu'elles nomment... le « climat social ». L'inverse aurait été étonnant – les coulisses du pouvoir, les débats des hautes sphères et le déroulé du dialogue social institutionnalisé restant les thermomètres principaux des rédactions pour « analyser » les conflits sociaux.

### PROGRAMMES TV DE PÉRIODE DE FÊTES



Ajoutons à cela que les sondages (autre thermomètre privilégié des rédactions) affichent toujours une majorité favorable au retrait du texte et en soutien à la mobilisation ; qu'un collectif de journalistes a fait paraître une tribune pour afficher sa solidarité avec la mobilisation (23/01) ; que cette mobilisation perdure malgré les annonces d'« essoufflement » et que des actions collectives (dites « radicalisées » dans les médias) ont lieu chaque semaine ; que les lycées et de plus en plus d'universités vivent des blocages et des perturbations d'épreuves contre d'autres réformes en cours ; que certaines prises de position du gouvernement (Macron posant souriant à Angoulême avec un T-shirt « LBD 2020 », figurant la mascotte du festival de BD éborgnée ; refus des députés LREM d'allonger la durée de congé pour les parents en deuil d'un enfant, etc.) font la Une des débats audiovisuels, où tous s'acharnent à comprendre « *ce qui ne tourne pas rond* » (BFM-TV, 3/01).

Autant d'éléments qui font... désordre. Les grands médias ayant horreur du désordre, quelques chiens de garde ont pu donner l'impression d'avoir infléchi leur discours, ou fait montre d'une pugnacité inhabituelle face au pouvoir en place. Mais ce n'est là qu'un fauxsemblant...

## LA MOBILISATION PASSÉE HORS-CHAMP

Car sur le marché des indéboulinables laquais, il reste quelques valeurs sûres : « *Le Président impressionne tout le monde autour de lui. [...] Ce caractère impressionnant paralyse le système. Ils ont tous une forme de sidération parce qu'il est exceptionnel Emmanuel Macron.* » Anna Cabana dans le texte, qui louera ensuite l'« intelligence » du Président et « *la chimie assez exceptionnelle de son être.* » (BFM-TV, 3/02)

Car les contestations – et en particulier celles contre le BAC Blanquer, spectaculairement ignorées par la télé-

vision nationale – continuent surtout d'échapper aux radars médiatiques, qui se désintéressent de la mobilisation depuis que le projet de loi a fait son entrée au Parlement... Tous les yeux des chiens de garde se tournent désormais sur les 22 000 amendements, et sur le « match » de l'Assemblée, de quoi satisfaire les velléités de quelques clashes spectaculaires.

## « UNE GRÈVE QUI POLLUE »

Le 20h de France 2 l'illustre bien : du 27 janvier au 4 février, soit 9 jours, seulement 11 minutes ont été consacrées au sujet des retraites. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la télévision publique persiste et signe dans sa ligne anti-gréviste !

Le 4 février, la rédaction choisissait de traiter de la grève des éboueurs (particulièrement importante à Paris et Marseille) sous l'angle... du « *désastre écologique* » ! « *Une grève qui pollue* » titre France 2 en Une, avant qu'Anne-Sophie Lapix, aux portes de l'enfer, évoque une « *catastrophe écologique [...] transformant les trottoirs en dépotoirs malodorants prisés des rongeurs.* »

Nous n'entendons aucun témoignage d'éboueur, ni aucune revendication de syndicaliste. En revanche, dans le même 20h poubelle, Anne-Sophie Lapix soigne ses transitions, et le choix des sujets : « *La mobilisation contre la réforme des retraites, avant de perturber le ramassage des déchets, a bloqué les transports en commun. Aujourd'hui, les sénateurs ont examiné une proposition de loi des Républicains pour renforcer le service minimum. Elles permettraient, lors des grèves, de réquisitionner des personnels.* » Sans commentaire.

Les grands médias semblent ainsi avoir classé l'affaire, au mépris, une nouvelle fois, des réalités sociales, et d'une contestation qui se donne encore à voir partout en France !



## LE MÉDIACRITIQUES «RETRAITES» VIENT DE SORTIR !

À l'occasion de sa parution, nous vous donnons rendez-vous **dimanche 9 février à 17h au Lieu-Dit (6, rue Sorbier, Paris 20e)** pour une rencontre autour du thème « **Médias et réforme des retraites** »

**Pour recevoir ce numéro et les suivants, abonnez-vous !**  
 Tarif : 20 euros (abonnement d'1 an soit 4 numéros)

Nom et prénom :

Adresse :

Courriel :

Bulletin à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante :  
 Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris  
 Tél : 09 52 86 52 91 · Courriel : info@acrimed.org